

L'AMI DU PEUPLE,
OU
LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,
du Moniteur, du Plan de constitution, &c.

Vitam impendere vero,

Du Samedi 12 Mars 1791.

Observations importantes sur les inconvéniens alarmans, tels que la stagnation des travaux, la perte du commerce et la disette de provisions dans la capitale, qui doivent résulter de l'époque encore éloignée à laquelle a été remise l'exécution du décret sur les droits d'entrée.

Un citoyen (1) qui a débuté dans la carrière politique par donner quelques pamphlets d'un style lourd et diffus sur les droits de la commune, les vices d'organisation de la municipalité, &c. et dont

(1) M. Dufourni de la section des Thermes de Julien.

la tournure d'esprit paroisoit loin de flagornerie, quoiqu'il ait toujours été sans énergie et sans chaleur, vient d'offrir une étrange métamorphose que les connoisseurs attribuent à l'envie de s'ouvrir la porte aux emplois dont il avoit toujours été écarté. De froid raisonneur devenu tout à coup flagorneur impitoyable, il commence à encenser sans mesure l'assemblée nationale, au moment où tous les citoyens indignés ouvrent enfin les yeux sur ses lâches attentats; et s'extasiant sur le décret de l'abolition des droits d'entrée qui auroit dû suivre immédiatement celui de la saisie des biens du clergé, il emprunte le stile fleuri de quelque rhéteur pour proposer des himnes en l'honneur des peres conscrits, et des fêtes brillantes pour célébrer le premier de mai, ce jour marqué pour l'affranchissement des vexations du despotisme, qu'il nous peint comme celui du renouvellement de la nature, celui des amours, des jeux et des ris; mais qu'aucun vrai patriote n'est assuré de voir, et avant l'arrivée duquel la France livrée au fer et au feu des ennemis conjurés pour y rétablir le despotisme, y feront couler des fleuves de sang, après y avoir appelé tous les fléaux de la guerre civile.

Ecartons ici cette affreuse perspective, et ne fixons l'attention du lecteur que sur les inconvéniens qui résulteront infailliblement, de l'époque encore éloignée que le législateur a fixée à l'exécution du décret. Les réflexions, qui suivent, sont adressées aux législateurs, elles viennent d'un penseur que je

ferai connoître dans le tems et dont le patriotisme n'est pas suspect. Je m'empresse de le présenter à mes lecteurs.

Il est impossible de réfléchir sur le décret de l'assemblée nationale, qui supprime les entrées des villes à compter du premier mai prochain, sans faire différentes observations.

Ce décret est un grand bienfait sans doute, mais il n'est pas sans quelques inconvéniens par le retard mis à son exécution. Mon projet n'est pas de détailler tous ces inconvéniens ; mais seulement d'exposer quelques-uns de ceux qui m'ont le plus frappé. Il est bon de connoître les maux qui peuvent nous menacer, afin de les prévenir, s'il est possible, ou du moins les adoucir.

L'assemblée nationale a mis plus de deux mois d'intervalle entre le décret qu'elle a rendu et son exécution. Ce laps de temps ne sera pas trop long pour un petit nombre d'individus, mais il sera bien long pour un très-grand nombre. Ce délai a été accordé et stipulé en faveur du commerce, pour donner aux négocians le temps de vendre les marchandises dont ils ont payé les droits d'entrée ; attendu les pertes qui en seroient résultées pour eux, si la suppression eût été effectuée sur-le-champ.

Mais, en stipulant les intérêts du commerce, la société ne doit pas abandonner les siens. Elle doit sur-tout veiller à ce que les approvisionnemens immenses et de tout genre qu'exigent les besoins de la capitale, n'éprouvent ni retard ni ralentissement.

C'est cependant ce qui doit naturellement arriver, si l'on ne trouve quelque moyen de prévenir ce danger; car, pendant les deux mois qui vont s'écouler, jusqu'à la suppression des entrées, les marchands chercheront à vendre tous leurs approvisionnemens, et attendront, pour les renouveler, que cette suppression soit consommée, afin d'éviter des droits d'entrée qui tomberoient en pure perte pour eux. D'un autre côté les consommateurs, jusqu'au moment de cette suppression, n'achèteront que les objets dont ils ne pourront se passer. Alors il doit en résulter des inconvéniens nombreux pour la capitale, de même que pour beaucoup de départemens du royaume.

1^o. Celui d'éprouver une espèce de disette aux approches et au moment où les entrées seront libres, par les retards que le commerce auroit apporté dans ses approvisionnemens, et par les besoins retardés et devenus plus urgens pour les consommateurs; de-là une augmentation de prix sur plusieurs denrées de nécessité, ce qui retarderoit encore le bienfait de cette heureuse suppression.

2^o. Il en résulteroit, pendant deux mois, une stagnation funeste, qui intéresse également le commerce et les ateliers de la capitale, ainsi que ceux des départemens qui fournissent à ses approvisionnemens. Des capitaux immenses resteront dans l'inactivité pendant cet espace de temps, et l'intérêt du commerce et des manufactures exige qu'il y ait le plus de mouvement possible dans leurs capitaux et

dans leurs échanges. Là où ces mouvemens et ces échanges éprouvent des ralentissemens, le commerce et les ateliers languissent.

3°. La classe intéressante des rouliers, qui est continuellement occupée à importer, des départemens dans la capitale, ces approvisionnemens considérables, et à exporter les marchandises que la capitale y verse en échange, éprouveroit une perte incalculable et ruineuse pour la majeure partie, qui seroit dans l'impossibilité de nourrir des chevaux sans occupations; et, au moment où les commerçans chercheroient à s'approvisionner tous à la fois, les transports s'exécuteroient difficilement, et il en résulteroit nécessairement une augmentation dans leur prix, qui accroîtroit d'autant celui des denrées. Cette crainte, messieurs, n'est point chimérique. Déjà elle commence à se vérifier; déjà les rouliers deviennent plus rares, et les prix de transport, de Paris aux départemens, commencent à augmenter. Que sera-ce dans un mois! Vous aurez des routes entièrement abandonnées pendant deux mois, celle de la Bourgogne entre autres, et principalement celle d'Orléans, qui est ordinairement courue de rouliers les plus indigens de royaume, qui marchent presque jour et nuit, pour nous apporter, à un prix de voiture très-modique, les vins que l'Orléannois, la Touraine, l'Anjoumois nous fournissent, et qui exportent, à prix encore plus modique, les marchandises que la capitale fait passer par cette route, et dont le prix va, au moins, tripler.

pendant le courant des deux mois qui vont suivre. Beaucoup de ces rouliers se trouveront dans la dure nécessité de vendre leurs chevaux, faute de moyens pour les nourrir, et les transports seront pendant long-temps plus chers et plus difficiles à faire exécuter.

4°. Il est à craindre encore que la quantité de bateaux et de trains de bois, qui se trouveroient accumulés et couvriroient les rivières pour se rendre à leurs destinations au moment où les entrées seroient libres, n'éprouvent des accidens, des avaries, soit par des débordemens inattendus, soit par quelque autre cause que ce puisse être. Il est d'ailleurs des marchandises qui ne peuvent être transportées dans toutes les saisons, de même que les rivières ne sont pas navigables dans tous les temps.

5°. Les hommes travaillans sur les rivières qui approvisionnent la capitale, et ceux qui sont occupés sur leurs différens ports, éprouveront, eux et leurs chevaux, pendant deux mois, une inactivité que leurs facultés leur rendent impossible à supposer. Ces hommes, qui travaillent aujourd'hui pour vivre demain, à qui la cessation de quelques jours de travaux ôte tout moyen de subsistance pour eux et leurs familles, méritent certainement quelque considération. D'ailleurs, le trop long délai dont nous nous plaignons ne favorise guère que le commerce en gros. Est-il juste que pour faire le bien de quelques marchands opulens, on réduise au désespoir une infinité de familles d'ouvriers qui ne

vivent que du produit de leur travail journalier ? Non-seulement cela seroit injuste , mais il pourroit en résulter des conséquences funestes et dangereuses. J'ignore si c'est avec fondement , mais on assure que déjà les nombreux ouvriers employés par les marchands de bois étoient à la veille de manquer de travail.

Je ne connois pas de quelle nature sont les droits perçus sur les bois de charpente , menuiseries et autres ; mais je pense qu'on auroit dû les en exempter dès à présent ; tant pour prévenir l'inaction des ouvriers , que pour ne pas laisser encombrer la rivière par des trains de bois.

Pour diminuer en partie les inconvéniens que je viens de vous détailler , je pense que l'on pourroit établir dans la capitale des magasins d'entrepôt , où les négocians auroient la faculté de faire déposer leurs marchandises , à la charge par eux d'en payer les droits dans le cas où ils les retireroient avant le premier mai ; ou de payer un modique droit de magasinage , s'ils ne les retiroient qu'après cette époque. On pourroit objecter que les négociants sont déjà dans l'usage de déposer leurs marchandises dans des magasins hors de la capitale. A cela je réponds : que ces magasins pouvoient être suffisans pour les tems ordinaires , mais qu'il ne le seront plus dans un cas aussi inattendu. D'ailleurs , pourquoi n'accorderoit-on pas les plus grandes facilités au commerce , puisque ce n'est qu'en sa faveur que la suppression a été retardée ?

Un autre moyen seroit d'accorder une indemnité

ou restitution de droits à ceux qui justifieroient avoir fait entrer des marchandises dans le courant des mois de mars et avril, dont ils auroient payé les droits et qu'ils n'auroient pas vendus à l'époque de la suppression; mais il seroit difficile de vérifier toutes les réclamations qui s'éleveroient à ce sujet.

Enfin le meilleur moyen, celui qui tourneroit au profit du plus grand nombre, et sur-tout de la classe laborieuse et indigente, ce seroit (s'il étoit possible) de rapprocher d'un mois l'époque désirée de la suppression des entrées.

Pour motiver un plus long délai, l'on vous a dit que la capitale, qui avoit fait de si grands sacrifices à la liberté, feroit encore celui-là sans se plaindre. Oui, sans doute, la capitale a fait de grands et généreux sacrifices! Mais il est un terme à tout; mais il est une classe de citoyens qui ne peut pas en faire de continuel. celui qui n'a que ses bras ne peut exister qu'en travaillant journellement; et le nombre de ceux qui manquent de travail est déjà assez grand pour qu'on doive chercher tous les expédiens possibles pour ne pas l'augmenter d'avantage. Au surplus les subsides que le trésor public recevra des entrées pendant deux mois seront, dans cette circonstance, d'un bien faible produit pour balancer les dangers et les maux qu'ils entraînent à leur suite.

Les inquiétudes que je viens de vous communiquer n'intéressent pas seulement la capitale et les départemens qui l'environnent, mais encore les principales villes du royaume où sont établis des droits d'entrée.

Les moyens que je viens de vous proposer, messieurs, ou tous autres plus efficaces pourroient diminuer en partie les traits fondés que je viens de vous exposer. Je vous prie donc de les peser dans votre sagesse.

MARAT, l'ami du peuple.

DE L'IMPRIMERIE DE MARAT.